

Lectures

Ouvrages en débat

Dans l'esprit de cette rubrique, la rédaction propose deux points de vue sur un même ouvrage. C'est une autre forme de mise en débat qui vient s'ajouter à l'esprit critique attaché à chacun des commentaires d'ouvrages comme au « droit de réponse » exercé par un lecteur à propos d'un compte rendu lors du numéro précédent.

La Rédaction

La Brousse et le berger : une approche interdisciplinaire de l'embroussaillage des parcours

Marianne Cohen (Ed.)

CNRS Éditions, coll. « Espaces et milieux », 2003, 372 p.

Cet ouvrage coordonné par Marianne Cohen traite de la question de la fermeture des paysages du fait de la modernisation de l'agriculture, à partir de l'exemple du causse Méjan. Il aborde cette question de manière pluridisciplinaire (géographie, anthropologie, agronomie...), et à plusieurs échelles (lieudit, exploitation agricole, territoire communal, causse).

Après une série de définitions permettant de mieux comprendre ce que les auteurs entendent par embroussaillage, la dynamique des ligneux sur le causse Méjan est abordée à différentes échelles et selon différents points de vue. Les processus écologiques de dissémination et de densification du couvert ligneux sont confrontés aux pratiques d'élevage des agriculteurs et aux représentations sociales des populations locales. Deux espèces arbustives sont particulièrement abordées : le buis et le genévrier. En conclusion, à partir de diagrammes de succession combinant structures de végétation et pratiques agricoles, un modèle basé sur des trajectoires d'embroussaillage est proposé.

L'ouvrage est abondamment illustré de cartes (noir et blanc et couleur), de schémas et de photographies démontrant l'avancée des ligneux au cours de la période historique récente. Une série de planches photos en couleurs montre les principaux types de milieux étudiés et le lien étroit entre pratiques agricoles et structure des paysages.

Au-delà de la démonstration scientifique de ce qu'est un processus d'embroussaillage et de la complexité des facteurs qui jouent sur sa vitesse, son extension ou son rythme, l'ouvrage cherche à mettre l'accent sur la richesse mais aussi la difficulté d'une approche interdisciplinaire d'un phénomène aussi complexe. L'agronome a cherché à comprendre les pratiques d'élevage, et en particulier le découpage du territoire de l'exploitation en quartiers de pâturage et l'organisation de leur utilisation dans un calendrier saisonnier. Le géographe a cherché à visualiser l'histoire récente des paysages et l'avancée de deux espèces arbustives « modèles » sur des entités territoriales ayant du sens pour les populations locales. L'anthropologue a cherché à saisir comment le processus d'embroussaillage était perçu et selon quels référents il était qualifié ou évalué en fonction des activités dominantes menées par chacun.

Le choix du causse Méjan comme « territoire modèle » est judicieux dans la mesure où plus de 90 % des paysages que l'on y observe aujourd'hui sont le fruit d'une longue et puissante interaction entre activités humaines et contraintes écologiques. Les analyses effectuées sur un éventail de supports historiques (carte de Cassini, cadastre, photographies aériennes anciennes) montrent parfaitement cette évolution conjointe et la place déterminante que tient aujourd'hui le processus d'embroussaillage. On peut juste regretter que le collectif de chercheurs à l'origine de ce travail se soit contenté de sélectionner exclusivement le SIG comme outil commun de représentation de cette dynamique. En effet, le SIG ne fournit qu'une série d'images statiques à des moments imposés par la date de validité des données, alors que des séquences plus continues auraient permis de mieux comprendre la spatialisation du phénomène, de faire éventuellement apparaître des effets de seuils ou de percevoir des événements intermédiaires explicatifs de l'état actuel du paysage du causse Méjan.

De même, l'étude du fonctionnement d'un territoire pâturé est très riche et les outils de représentation proposés sont suffisamment didactiques pour faire rapidement

comprendre à un non-spécialiste la façon dont un calendrier de pâturage est organisé. Ce qui manque, c'est la valeur de généralité des exemples présentés, ou tout au moins la démarche qu'il faudrait suivre pour généraliser ce type d'approche à l'ensemble des exploitations d'élevage du causse et, donc, se donner les moyens de faire le lien avec les données précises de transformations des paysages générées à une échelle supérieure et magnifiquement illustrées dans les cartes en couleurs.

Parfois, la démonstration de l'interdisciplinarité est convaincante (définition collective des concepts-clés, de l'échantillon, des échelles pertinentes), parfois la présentation des résultats contredit cet objectif pourtant affiché dès le sous-titre. Ainsi, les points saillants retenus par les anthropologues (compétition pour les ressources pastorales, avancée des pins) ne se retrouvent que partiellement dans les processus étudiés par les géographes (on insiste sur le buis et les genévriers et on oublie d'approfondir les pins) ou par les agronomes (rien sur l'effet de l'aléa climatique sur la disponibilité fourragère, ni sur le seuil d'embroussaillage au-delà duquel un quartier de pâturage perd sa fonctionnalité).

Ce travail n'en reste pas moins un ouvrage de synthèse indispensable sur les dimensions naturelles et sociales de l'embroussaillage et son effet sur les changements de paysage, en gardant à l'esprit que la validité des données chiffrées reste probablement limitée au territoire des Grands Causses utilisés par des systèmes d'élevage ovins.

Michel Étienne

(*Inra-SAD, unité d'Écodéveloppement, Avignon, France*)

etienne@avignon.inra.fr

La Brousse et le berger : une approche interdisciplinaire de l'embroussaillage des parcours

Marianne Cohen (Ed.)

CNRS Éditions, coll. « Espaces et milieux », 2003, 372 p.

Cet ouvrage répond parfaitement au premier objectif affirmé de la collection « Espaces et milieux » de CNRS Éditions, qui est de publier « les résultats de recherches originales illustrant les avancées récentes de la géographie à l'interface avec les disciplines voisines ». À travers la coordinatrice du projet, Marianne Cohen – du laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (Ladyss, CNRS-Université de Paris VII) –, la géographie est le pivot d'un travail interdisciplinaire qui convoque, autour de la question centrale de la fermeture des paysages dans les espaces ruraux français, biogéographes, écologues et agronomes, pastoralistes et anthropologues, ainsi que des spécialistes de l'image, de la carte ou, plus généralement, du traitement de l'information géographique. L'association, dans le titre, du berger et de la brousse donne à l'ouvrage une vague saveur exotique qui

est vite démentie par le contenu. En effet, la brousse désigne bien ici une végétation ligneuse, souvent épineuse (genévriers) mais pas exclusivement (buis), de plus en plus banale et envahissante lorsque pâtures, champs, bois ou chemins sont laissés en friche du fait d'une modernisation de l'agriculture qui est illustrée à travers le cas du causse Méjan. Cependant, le terme rend bien compte de l'appréhension équivoque que nos sociétés ont envers une nature mal maîtrisée. Quant au berger, sa figure traverse tout l'ouvrage, tant sous la forme du métier lui-même qu'à travers le troupeau toujours présent ou l'élevage, pratique à la fois économique et d'action sur le milieu. Il est ici le personnage emblématique d'un schéma de contrôle de la nature.

Une multitude de données relatives à la végétation et à ses dynamiques, aux conditions mésologiques, aux pratiques agropastorales, au foncier et à l'histoire des finages, ainsi qu'aux représentations est présentée, éventuellement traitée par ACP et par analyse canonique, puis synthétisée sous forme cartographique. Sans nous attarder sur l'importance de ces résultats densément exposés en 356 pages – avec une riche illustration, en partie en couleurs, que chacun prendra le loisir de consulter –, nous soulignerons plutôt ce qui, nous semble-t-il, fera date, au-delà de la discipline, dans cette contribution. Au cœur de la démarche scientifique, l'interdisciplinarité est affichée, argumentée et, finalement, démontrée. L'articulation interdisciplinaire s'appuie sur l'hypothèse que les processus d'embroussaillage résultent d'interactions entre dynamique de la végétation et dynamiques sociales et techniques. De ce point de départ, somme toute assez simple, on évite le piège de la juxtaposition des approches disciplinaires en croisant en permanence des thèmes comme végétation et ressources, représentations et relations sociales, pratiques d'éleveurs et système socioéconomique global. Enfin, les dimensions historique et évolutive ne sont jamais oubliées, tant pour les systèmes écologiques que pour les systèmes sociaux et techniques. De tels principes sont maintes fois annoncés en sciences humaines et sociales, et plus spécifiquement dans de nombreuses études en géographie de l'environnement, mais peu souvent atteints. Ce qui est frappant ici, c'est le choix très pragmatique des auteurs, qui ne s'enferment pas dans un schéma théorique mais fonctionnel de la recherche. L'interdisciplinarité est « naturellement » regardée comme une nécessité qui n'exclut pas des phases de travail autonome, que documente bien la masse de données analytiques et de terrain collectée dans ce programme, et des phases de rencontre, avec allers et retours permanents et regards différents. Sa réussite est démontrée par la construction collective d'une problématique dans laquelle l'embroussaillage, « phénomène à la fois historique, paysager et biologique », est considéré comme un processus révélateur, iconogène au sens de la technique photographique, du fonctionnement d'un

système complexe. Cependant, l’empreinte forte des biogéographes dans la coloration de cette problématique transparaît tout au long de l’ouvrage. Le pragmatisme est, en outre, soutenu par une approche géographique qui privilégie l’entrée par des sites-tests différents, permettant un jeu d’échelles qui met pleinement en évidence les caractères multiforme et multidimensionnel du phénomène.

En conclusion, les auteurs aboutissent à ce qu’ils appellent un essai de modélisation de l’embroussaillage, montrant la complexité des déterminants, d’ordre naturel (substrats, exposition, climat, relations biotiques), technique (pratiques pastorales) et social (foncier, conflits, représentations, valorisation du savoir). Il en ressort que le phénomène est largement inséré dans l’histoire du causse, la composition floristique et les ressources pastorales étant profondément déterminées par les trajectoires historiques d’utilisation du sol (anciennes pâtures ou anciennes terres agricoles) et les itinéraires séculaires de pratiques, ce qui permet une réflexion prospective. En effet, en s’appuyant sur la profondeur historique des interactions entre facteurs anthropiques et écologiques, les auteurs définissent des cercles vicieux ou vertueux dans la dynamique de l’embroussaillage, permettant d’en comprendre les logiques et les conséquences et de faire des projections. La volonté de contrôle de la végétation est le concept essentiel pour comprendre la dynamique des paysages caussenards. Actuellement, c’est la peur de la transgression forestière qui prévaut, avec en corollaire la valorisation de l’ouverture du paysage.

Au-delà de sa valeur scientifique propre et du plaisir pour l’interdisciplinarité, cet ouvrage se situe résolument dans une optique d’initiation d’une démarche transférable à des expériences de « développement et d’aménagement, traitant de la gestion durable des ressources et des milieux par les sociétés humaines ». Cela ne peut laisser indifférents des géographes, en particulier physiciens, de plus en plus sollicités comme experts pour des opérations d’évaluation ou de diagnostic environnementaux... Dans le dernier chapitre de l’ouvrage, les auteurs n’hésitent pas à aborder de façon critique le rôle joué par les chercheurs de différentes disciplines dans la constitution d’un corpus de connaissances qui servira ensuite de support dans le cadre de politiques agricoles et environnementales. Ce délicat exercice est souvent rendu périlleux par l’incertitude méthodologique qui l’entoure. Nous avons là une solide contribution qui démontre, en dépassant la dichotomie nature/société ou l’appréhension de leurs rapports sur le mode de schémas simplificateurs, soit déterministes, soit se référant aux seules relations d’utilisation, de domination ou de dégradation, la chance qu’ont les géographes travaillant dans l’interdisciplinarité de se montrer capables de décrypter la complexité des systèmes qu’ils étudient. Reste cependant posée, à la lecture du texte, la question du transfert des

résultats scientifiques sous une forme et avec un langage compréhensibles par le plus large public et utilisables par les différents acteurs.

D’une très grande richesse documentaire, suivant une méthodologie rigoureuse qui renouvelle utilement ce type d’approche qui flirte parfois avec la monographie sans en adopter les aspects caricaturaux, la synthèse présentée ici ne manquera certainement pas de faire des émules parmi les géographes de l’environnement. C’est une ambition clairement affichée par les auteurs, qui soulignent à plusieurs reprises la reproductibilité de leur démarche interdisciplinaire. Il est cependant dommage que les choix épistémologiques des auteurs qui privilégient une démarche dite fonctionnelle ne leur aient pas permis de mieux confronter leurs idées aux concepts géosystémiques, rapidement évoqués au détour de quelques phrases sur les interactions entre facteurs anthropiques et écologiques dans les déterminismes de la végétation (Rougerie et Beroutchachvili, Bertrand et Bertrand, Balent). D’autre part, on se rappelle qu’une publication précédente avait hautement proclamé : « Faut-il qu’un paysage soit ouvert ou fermé ? » (Friedberg, C., Cohen, M., Mathieu, N., 2000. Faut-il qu’un paysage soit ouvert ou fermé ? L’exemple de la pelouse sèche du causse Méjan, *Natures Sciences Sociétés*, 8, 4, 26-42). Or ici, les paysages, qui se lisent textuellement ou en filigrane à travers le texte, semblent, certes régulièrement évoqués, mais éloignés du fond du propos, sinon de la réflexion. On peut aussi regretter une dernière chose, que cet ouvrage ait les défauts de ses qualités : une rigueur qui frôle l’austérité et le rend peu attractif pour une partie de ceux auxquels il peut être destiné.

Aziz Ballouche

(*Biogéographe, Laboratoire GEOPHEN, Caen, France*)

aziz.ballouche@unicaen.fr

Un sentier pastoral

Jean-Pierre Deffontaines, Benoît Deffontaines, Jean Ritter
Éducagri Éditions / Inra Éditions / Unimédia, 2004

Le DVD-Rom *Un sentier pastoral* réactualise le travail bien connu, notamment des amateurs de films documentaires, mené par Étienne Landais et Jean-Pierre Deffontaines sur les pratiques d’un berger, André Leroy, dans le massif des Écrins, il y a une vingtaine d’années et ayant donné ce film unique : *L’Espace d’un berger* (1989, INRA, 60 min). L’originalité est encore à l’honneur avec le recours à ce nouveau média, ainsi que l’interdisciplinarité : cette fois, l’agronome collabore avec un botaniste (Jean Ritter) et un géologue (Benoît Deffontaines) pour accompagner cet usager principal de la montagne qu’est le berger. À travers ces regards croisés, c’est à une lecture de paysage révélant l’importance du rôle du pastoralisme dans ces espaces que nous sommes conviés.

L'entrée en matière est bucolique. Le DVD-Rom emprunte l'esthétique surannée du carnet de naturaliste avec une présentation très soignée (herbiers, chants d'oiseaux, sonnailles). Les auteurs jouent sur l'ambiguïté de l'expression « sentier pastoral » qui peut s'appliquer aussi bien à un chemin pédestre – GR suivi par les randonneurs – qu'à l'itinéraire emprunté par le berger pour conduire son troupeau le temps de l'estive. On retrouve le caractère « multi-usage » nouvellement attribué à ces espaces de montagne, allié à l'idée d'un cheminement dans un paysage, idée autorisée par le caractère interactif du DVD-Rom.

Une carte du sentier parcourant la vallée – malheureusement, non située dans l'ensemble du massif alpin – nous est proposée. Il est possible de la faire défiler par un système de flèches qui nous fait circuler entre cinq étapes, sites paysagers retenus. Ce découpage renvoie à l'organisation de l'estive, dont la gestion était décrite comme un cas d'école par Jean-Pierre Deffontaines et Étienne Landais lors de la présentation de « L'inhabituelle carrière d'un film scientifique : *L'Espace d'un berger* » dans l'ouvrage édité par Bernadette Lizet et Georges Ravis-Giordani en 1995 (*Des bêtes et des hommes. Le rapport à l'animal : un jeu sur la distance*, Paris, CTHS, 336-345). On peut donc « se promener » entre le village (lieu de résidence des éleveurs et de départ du berger et du troupeau) et les différents étages alpins parcourus au cours de l'estive.

À chacun de ces chapitres correspond une photographie panoramique des massifs, commentée dans trois rubriques : « berger et troupeau » ; « végétation » ; « relief », rubriques renvoyant elles-mêmes éventuellement à d'autres onglets dans un système d'emboîtement. Ainsi que l'expliquait Jean-Pierre Deffontaines lors du colloque de l'Association des ruralistes français en 2002 à Nantes, en présentant les enjeux et la construction du CD-Rom, « tous les thèmes qui composent [les diverses rubriques] sont appelés à éclairer d'une façon ou d'une autre le pastoralisme. Par exemple, on accède au thème "obstacles au déplacement du troupeau" soit en cliquant sur l'icône "relief" puis, dans le menu sur les thèmes successifs, "différentes roches", "formation de montagnes" et, finalement, "formes de relief", soit en cliquant directement sur la rubrique hybride "relief/berger". Dans le premier cas, on acquiert une connaissance sur la diversité des formes de relief et sur leurs origines. Dans le second cas, on saisit directement le comportement territorial du troupeau face à telle ou telle forme de relief ». Si l'on passe d'une vue large à une vision microscopique, on peut cependant noter qu'il ne s'agit pas pour autant de différents niveaux de lecture du paysage (du plus simple au plus complexe), le discours des spécialistes convoqués restant très pointu. À chaque moment, il est possible de revenir au sommaire (la carte) ou d'aller consulter le lexique – un complément bien utile si l'on considère le nombre de termes techniques employés.

Il faut noter la diversité des supports engagés, qui sont destinés pour la plupart à rendre hommage à la vue, sens principal sollicité dès lors qu'il est question de paysage : dessins, photos, vidéo, mais aussi commentaires audio ou textes écrits, qui rendent l'outil très esthétique et vivant. Pour ce qui est des vidéos incluses, elles permettent de confronter la parole des spécialistes à celle des acteurs du pastoralisme eux-mêmes : un berger, accompagné de sa femme et de leur enfant, et deux personnages, qui ne nous sont pas présentés : des éleveurs, nous apprend le livret. L'outil vidéo sert bien l'animation de l'ensemble, même s'il y a, dans le choix des scènes, une tendance à la juxtaposition de discours qui nuit au dialogue entre experts et acteurs à propos d'un même lieu. Les images animées participent d'un aspect concret qui manque par ailleurs, même si on peut déplorer leur traitement : certaines séquences font penser à des rushes mis bout à bout, les plans rapprochés sur les visages des intervenants n'éclairent pas toujours leurs discours ; ce n'est que rarement, en effet, que des séquences transportent le spectateur sur le terrain en illustrant par des plans leurs explications.

L'intention des auteurs est donc de « partir du visible pour saisir ce qui ne l'est pas » et d'éduquer le curieux à la richesse et à la diversité des paysages à travers l'œil avisé d'experts. L'enjeu est de taille, qui « vise à valoriser la démarche visuelle dans une perspective de connaissance en proposant une progression du visuel au fonctionnel », explique Jean-Pierre Deffontaines dans une interview sur le site d'Éducagri. On peut trouver dommage que la « pédagogie de l'observation » mise en œuvre par les auteurs soit desservie par le côté ardu de cet outil difficile à manipuler, ajouté au discours très dense de chacun des spécialistes. Le livret papier qui accompagne le DVD-Rom est alors indispensable pour naviguer et comprendre sa structure, ou ne serait-ce que pour avoir accès à la bibliographie indiquée dans le cours du DVD. L'arborescence, schéma indiquant les possibilités de lecture et les liens entre les rubriques et « autorisant un va-et-vient entre des approches combinées et analytiques » est un bel exemple de la complexité de la structure générale : 90 chapitres, 585 planches et 60 séquences vidéo.

Le DVD-Rom présente le paysage de ce sentier pastoral comme le résultat d'une gestion raisonnée des alpages par les acteurs du pastoralisme, et c'est d'ailleurs tout le sens du message délivré que de légitimer les pratiques d'élevage extensif : « Pour se situer dans une perspective de développement durable, il faut préciser le rôle des éleveurs et des bergers dans la vie des villages et dans l'entretien des territoires et des paysages ; il faut connaître et faire connaître les milieux naturels, les ressources et leur dynamique », déclare Jean-Pierre Deffontaines dans l'interview citée ci-dessus. On nous y montre la continuité des usages des territoires pastoraux, la reconquête des milieux naturels et des anciens prés de fauche, principaux

garants d'une utilité sociale et économique de ces territoires aujourd'hui. Ce travail rencontre les préoccupations actuelles de relance des zones de montagne restées marginalisées et de leur protection par la gestion des activités pastorales, des milieux naturels et de la biodiversité, ainsi qu'en témoigne une forte attention portée au paysage, tant au niveau des textes que des images qui sont travaillées et ponctuent l'ensemble du parcours proposé – parfois aux dépens des hommes et des communautés qui y vivent et en vivent. C'est aussi un indice de la place actuelle que prennent les sciences de la nature (par exemple, l'écologie, la botanique et la phytosociologie) dans les travaux sur le pastoralisme français – et la formation des techniciens et des bergers –, en lien avec la mise en place de normes de conduite du troupeau en montagne obéissant à la prise en compte de la couverture végétale dans un but de protection. Il entérine cette idée actuelle que le troupeau serait au service de la biodiversité, qu'il a charge d'entretenir, l'activité pastorale n'étant dès lors plus jugée seule responsable du façonnement de ces espaces.

On retrouve la même approche qu'il y a vingt ans cherchant, à partir d'une étude de cas, à cerner certaines constantes des pratiques pastorales. Cependant, on constate un caractère de compilation (géoréférencement, inventaires...) dans lequel il est facile au non-spécialiste – le public visé de randonneurs, par exemple – de se perdre et qui s'exerce aux dépens des catégories indigènes sur lesquelles semblait plus s'appuyer l'étude précédente, quand « André L., un berger, parl[ait] de ses pratiques » (1988, INRA-URSA, Versailles-Dijon-Mirecourt) – ce qu'un ethnologue ne peut que déplorer. À ce sujet, il faut cependant remarquer le côté particulièrement didactique des chapitres « relief et berger ». Il est de même dommage que le foisonnement des détails fasse oublier ce qui peut faire sens pour les usagers tant de l'espace montagnard que du DVD-Rom. Ainsi a-t-on du mal à saisir l'organisation concrète de la vallée, comme celle du réseau professionnel dans lequel s'inscrit l'activité pastorale qui a tant marqué les paysages. Si le DVD-Rom répond bien à la question, posée par les auteurs dans leur préambule : « Quels usages ont été faits de cet espace et quels sont ceux en devenir ? », il laisse en suspens l'interrogation sur la présence des hommes dans cette montagne. On peut imaginer que la collaboration avec les sciences sociales aurait représenté un plus à cet égard, à l'instar de l'émulation suscitée par le premier travail avec André Leroy : étaient alors abordées en « contrepoint », pour reprendre le titre de cet ouvrage collectif de 1991, des aspects symboliques et des thèmes ethnologiques comme l'ethnomédecine vétérinaire, le rapport aux animaux, dans une collaboration avec des anthropologues, tels Anne-Marie Brisebarre, Jean-Pierre Darré ou Gabriella Schiavoni ; réagissaient aussi des géographes, tels Chantal Blanc-Pamard, Olivier Dollfus, Odile Hoffmann, des économistes, tel Philippe

Couty, et des agronomes, tels Étienne Landais et Isabelle Savini.

Finalement, il manque un personnage-passeur qui aurait pu nous guider dans une arborescence compliquée et aurait contribué à la pédagogie au fondement de ce type de support. En conclusion, s'il s'agit de poursuivre un travail d'animation commencé avec le film scientifique il y a vingt ans, cet outil pionnier, qui met en avant non plus le discours d'un praticien, mais celui de scientifiques, doit plutôt s'envisager comme une encyclopédie animée à consulter au cas par cas.

Anne-Élène Delavigne

(*Ethnologue, Laboratoire Éco-anthropologie, CNRS-MNHN, Paris, France*)

anne.elene.delavigne@free.fr

Frédérique Roy

(*Doctorante en anthropologie sociale et ethnologie, LISS, EHESS, Paris, France*)

frederique.roy@free.fr

Les Orphelins de la forêt : pratiques paysannes et écologie forestière (les Ntumu du Sud-Cameroun)

Stéphanie Carrière

IRD Éditions, coll. « À travers champs », 2003, 374 p.

À l'énoncé des dizaines d'hectares de forêts tropicales disparaissant chaque minute, l'on a tendance à laisser s'insinuer dans son esprit l'image d'une coupe à blanc, faisant table rase de toute végétation ligneuse, telle qu'elle se pratique d'ailleurs dans nos futaies européennes. C'est également l'image qui vient à l'esprit du néophyte tentant de s'imaginer à quoi peut bien ressembler cette agriculture itinérante sur brûlis, qui nous semble tellement anachronique alors qu'elle est encore pratiquée par plus de 500 millions de paysans à travers le monde. Il ne faut pas se tromper sur le sens du titre de l'ouvrage de Stéphanie Carrière : le propos n'est pas de pleurer sur le devenir de peuples orphelins d'une forêt défunte, tombée sous les coups de hache et les scies de tronçonneuses. Les orphelins dont il s'agit ici sont des arbres. Ces « arbres orphelins », ainsi nommés par les agriculteurs ntumu chez qui l'auteur a longuement séjourné, sont des arbres préservés durant l'abattage et qui se voient investis du rôle de faire renaître la forêt de ses cendres. Cette appellation exprime une analogie avec les orphelins d'une ethnie rivale défaite à l'issue d'un conflit guerrier, orphelins qui ont alors la charge de rebâtir l'entité lignagère de leurs familles déchues. Loin de devoir nous apitoyer sur cet orphelinat, il nous faut au contraire y entrevoir le germe d'une renaissance, et c'est donc un message positif et optimiste sur la reconstruction de la forêt que l'auteur souhaite délivrer.

L'ouvrage de S. Carrière est tiré de sa recherche doctorale en écologie sur les pratiques agricoles de l'ethnie Ntumu du Sud-Cameroun. Le livre est structuré en quatre parties précédées, en guise d'introduction, d'un état des lieux des connaissances sur l'agriculture sur brûlis. Dès cette introduction, le parti pris de l'auteur est manifeste : répondre aux détracteurs d'une forme d'agriculture fort ancienne, trop souvent dénoncée – le plus souvent à tort – comme la principale cause de déforestation.

L'auteur en appelle à distinguer l'agriculture itinérante sur brûlis, telle qu'elle est pratiquée par une paysannerie autochtone et respectueuse de la dynamique forestière, de l'agriculture de migrants qui ont recours au défrichage par le feu pour conquérir de manière définitive l'espace colonisé afin d'y implanter, en lieu et place de la forêt, une agriculture permanente ou de l'élevage.

La première partie de l'ouvrage pose le décor à travers une présentation détaillée et abondamment documentée des caractéristiques physiques de la zone d'étude (la vallée du Ntem), des populations en présence, du système de production assurant une économie de subsistance diversifiée et, enfin, des modalités foncières en vigueur qui conditionnent l'accès aux ressources.

La seconde partie expose en détail les différentes composantes de l'activité agricole des Ntumu, qui sont, pour l'essentiel, une agriculture vivrière de subsistance et une cacaoculture de rente. La description est émaillée de figures simples et compréhensibles, illustrant notamment les itinéraires culturels et la saisonnalité des cycles agraires. Les levés de parcelles nous font comprendre les spécificités de la rotation agricole Ntumu, qui repose sur une gestion raisonnée des temps de jachère.

La troisième partie constitue le nerf du travail de thèse de l'auteur et la pièce maîtresse du livre. Elle porte sur l'analyse des fonctions anthropologique et écologique des fameux arbres orphelins volontairement maintenus sur pied dans le champ par les agriculteurs Ntumu. S. Carrière expose les motivations des Ntumu à épargner certains arbres. Cette pratique, peu décrite avant qu'elle n'y consacre sa thèse, n'est certainement pas l'apanage des Ntumu ; elle s'avère même très répandue chez les paysans forestiers. On est alors étonné que les auteurs qui se sont auparavant intéressés à l'agriculture itinérante sur brûlis soient totalement passés à côté de cette pratique d'abattage sélectif, ou en aient à ce point mésestimé la valeur. L'abattage sélectif, lorsqu'il était constaté, a presque toujours été interprété comme une preuve de la négligence (pour ne pas dire de la paresse) d'agriculteurs s'adonnant à une forme d'agriculture extensive longtemps méprisée. Plusieurs générations d'agronomes auraient ainsi ignoré le rôle écologique primordial d'une telle pratique dans un processus de régénération post-agricole garant d'une bonne et rapide restauration d'un couvert forestier, et d'une restitution élevée de la fertilité du milieu. Il aura fallu attendre que des écologues

s'intéressent à des pratiques jusqu'alors plutôt étudiées par des agronomes et des géographes, pour que les mérites de l'abattage sélectif soient envisagés.

La section finale de cette troisième partie est consacrée au phénomène de pluie de graines. C'est la section la plus technique de l'ouvrage, mais elle est essentielle pour que le lecteur comprenne le rôle d'améliorateur agronomique et écologique tenu par ces arbres. Nous applaudirons ici la tentative réussie de l'auteur de rendre accessibles au lecteur profane les aspects les plus techniques et hermétiques de ses analyses écologiques.

La quatrième et dernière partie est, selon nous, la plus passionnante. L'auteur se risque à proposer une relecture de l'évolution des paysages forestiers du Sud-Cameroun, à l'aune de la pratique de l'abattage sélectif. En revisitant de manière astucieuse les inventaires forestiers effectués par le Centre technique forestier tropical (aujourd'hui Cirad Forêt) et les travaux de René Letouzey – père incontesté de la phytogéographie camerounaise –, S. Carrière nous offre une belle leçon d'écologie historique et parvient à nous convaincre de l'origine anthropique ancienne de forêts dont la mosaïque complexe se serait mise en place au gré de défrichements culturels sélectifs.

Les Orphelins de la forêt est un fervent plaidoyer en faveur d'une pratique agricole trop longtemps dénigrée, alors qu'on lui doit les exemples les plus démonstratifs de la capacité de l'homme à entretenir, voire à construire de la biodiversité. On regrettera peut-être qu'à trop vouloir faire l'éloge des savoirs et pratiques des Ntumu, l'auteur ait excessivement forcé le trait sur le côté « noble sauvage » de sa communauté d'accueil et minimisé les comportements opportunistes et prédateurs émergents, qui témoignent des difficultés rencontrées par les Ntumu – et par bien d'autres peuples forestiers – à ajuster leurs stratégies de subsistance aux changements brutaux et rapides de leurs environnements.

Edmond Dounias

(IRD, CEFE-CNRS, Montpellier, France)

edmond.dounias@ird.fr

Pour une gestion spatiale de l'eau : comment sortir du tuyau ?

Jean-Baptiste Narcy

PIE-Peter Lang, 2004, 346 p.

L'ouvrage présenté se fixe l'ambitieux but de vérifier les relations entre la gestion des eaux et celle des espaces, à travers des exemples tirés de la bibliographie mais surtout de l'expérience personnelle de l'auteur, en tant que chercheur (le livre est le prolongement d'une thèse soutenue en 2000), mais aussi consultant. Dès l'introduction, celui-ci replace son travail dans le champ des questions actuelles qui se font jour en matière de gestion des eaux

depuis quelques années. Il souligne notamment l'émergence récente d'un souci de prise en compte des espaces au-delà des flux, notamment de la part du principal financeur des infrastructures que sont les agences de l'eau. Un rapide survol des acteurs de l'eau en France et de leur « monde à part » est pratiqué, égratignant au passage le modèle français et laissant entrevoir les failles du système qui seront décryptées au fil de l'ouvrage.

Dans une première partie, l'auteur fait d'entrée de jeu le constat que la gestion actuelle de l'eau se résume à une gestion des flux (« gestion fluxiale ») avant tout : tout est fait pour et par une gestion de l'eau potable, de l'assainissement, du drainage, etc. Puis, s'appuyant essentiellement sur des références bibliographiques, il présente quelques cas choisis montrant les rapports entre gestion de l'eau et gestion des espaces dans le passé. Il prouve que son constat initial ne s'est pas toujours vérifié, en s'appuyant d'abord sur l'exemple de la gestion des zones humides : l'histoire des antagonismes et des interdépendances, dans le marais poitevin, entre marais « mouillé » et marais « desséché » est analysée et montre de manière convaincante les logiques différentes qui ont existé dans les rapports entre gestion des flux d'eau et des espaces. Le second exemple porte sur la ville et ses rapports changeants et délicats à l'eau : système défensif à une époque, eau dynamique circulant et produisant à une autre, puis stagnant, s'enterrant enfin. La conclusion de l'étude de ces relations aboutit au même résultat que pour l'exemple des marais : une « gestion spatiale de l'eau » a bien existé. Puis, l'inventaire des modes de gestion des eaux, des espaces et des usages de l'eau, les trois étant ou non liés, aboutit à une définition de « postures » : gérer l'eau peut se faire sans intérêt pour son usage (eaux pluviales excédentaires, par exemple), peut affecter à des espaces des usages de l'eau qu'ils devront supporter ou dont ils pourront tirer parti, etc. En définitive, la gestion de l'eau peut adopter des postures passives ou actives vis-à-vis des choix de gestion de l'espace, et se révéler selon les cas « gênante, conquérante, soumise ou opportuniste ». Pour illustrer ses concepts, l'auteur les teste sur les exemples du Rhin et de la Saône. La première partie s'achève par un chapitre portant sur la confrontation de politiques d'aménagement des espaces et de politiques de gestion de l'eau : le poids du régime juridique de l'eau en la matière est utilement rappelé, et l'importance des visions politiques ou des logiques intellectuelles des décideurs, princes (« absolutisme ») ou ingénieurs (« idéal circulatoire ») est abordée, tout comme la « vision de la nature » par les sociétés, nature pour ce qu'elle est (*natura naturata*) ou ce qu'elle fait (*natura naturans*).

Les seconde et troisième parties, moins théoriques, reposent cette fois sur l'étude de cas vécus et pratiqués par l'auteur lui-même. Elles s'attachent à étudier les tentatives de certains gestionnaires de l'eau de s'immerger dans la gestion des espaces en analysant leurs

actions comme leurs visions et leurs discours : le premier exemple, littéralement disséqué, porte sur le système des agences de l'eau et le second, sur les acteurs d'un espace soumis aux inondations et en charge de la mise en place d'un Plan de prévention des risques d'inondations (PPRI) dans la vallée de l'Oise, aux nombreux antagonismes. Les hésitations et les contradictions des approches de ces acteurs sont mises en lumière et finement analysées par le biais d'une étude des politiques, des jeux d'acteurs, comme des termes employés lors de dialogues avec différents interlocuteurs. Longuement abordées comme premier exemple, les agences de l'eau – avec leur « monde propre », leur système de « justification », leurs fondements même comme le principe pollueur/payeur – sont analysées, décryptées, au passage sévèrement jugées dans leurs contradictions, celles des discours comme celles des actes : l'exemple de la prise en compte des zones humides est édifiant à plus d'un titre et présenté comme une tentative des agences de s'impliquer dans une gestion spatiale de l'eau, sur un thème pourtant marginal de leur champ d'action. La position des zones humides dans le « monde des agences » est révélée : les fonctions qui leur sont prêtées, la justification des politiques menées, l'éventuelle contradiction avec les autres types d'intervention soutenus sont mises au jour. Les agences y apparaissent ainsi comme s'intéressant plus aux usagers de l'eau qu'à ceux des espaces sur lesquels elle intervient et auxquels elle a nécessairement affaire dans la gestion de ses aides.

La quatrième partie propose, en une trentaine de pages, de dégager les grandes lignes d'une politique de l'eau moderne, faisant se coordonner les acteurs impliqués dans la gestion des eaux avec ceux qui interviennent dans la gestion des espaces, dépassant les actuels cadres techniques, « s'ouvrant à la rationalité politique », intégrant le génie écologique et en conseillant l'identification des antagonismes et des postures de l'eau comme préalables. Ces conclusions s'appuient notamment sur les exemples précédemment détaillés en tentant d'en dégager des enseignements généraux.

L'ouvrage de J.-B. Nancy s'articule donc en deux grands ensembles. Une première partie théorique, conceptuelle, s'appuie sur l'étude bibliographique de cas historiques nourrissant la thèse de l'auteur : une gestion spatiale de l'eau est possible, au-delà de la « gestion fluxiale ». L'ouvrage est d'ailleurs sous-titré *Comment sortir du tuyau ?*. L'autre moitié repose sur des analyses, finement observées de l'intérieur, de politiques d'acteurs tentant de s'investir dans la gestion des espaces, ou piégés par les antagonismes des différents modes de gestion des eaux ou des territoires. Le lecteur sortira conforté dans son opinion de la nécessité d'une gestion spatiale de l'eau, au prix toutefois d'une lecture parfois difficile due à un texte dense et à certains chapitres très théoriques, mais qui montrent à quel point l'auteur veut être

persuasif et croit en son propos. Nous ne pouvons que le suivre dans sa démarche, même si le géographe aurait aimé que la démonstration se fasse cartes à l'appui, pour un sujet traitant de la gestion spatiale de l'eau. Le nombre limité d'exemples mériterait également que les théories présentées soient vérifiées auprès d'autres acteurs et d'autres espaces.

Jean-Michel Cador

(Laboratoire GEOPHEN, UMR LETG, Caen, France)

jean-michel.cador@unicaen.fr

Dynamiques agraires, irrigation et institutions dans le delta du fleuve Rouge (Viêt-nam) : une analyse multi-scalaire de la gestion agricole de l'eau

Jean-Philippe Fontenelle

Université catholique de Louvain, 2004, 452 p.

Tout d'abord, cet ouvrage développe une problématique innovante : « démontrer que les transferts de gestion opérés dans la gestion agricole de l'eau du delta sont le résultat d'innovations provoquées par les acteurs locaux ». Après 30 ans de carcan collectiviste, une telle démarche met en avant le pouvoir local et les capacités de la paysannerie du delta du fleuve Rouge à se faire entendre. Elle montre aussi la capacité des instances politiques et techniques de l'État et des provinces à s'adapter à un mouvement devenu inévitable.

L'auteur étudie les modalités de la gestion agricole de l'eau dans le delta du fleuve Rouge à plusieurs échelles d'analyse, ce qui retranscrit bien les différents niveaux de prérogatives des acteurs en matière de contrôle des crues, de répartition de l'eau et de maîtrise du drainage : l'État, les provinces, les districts, les compagnies hydrauliques, les coopératives et les irrigants. Sa méthode est pluridisciplinaire. Il emprunte à la géographie sa méthode d'analyse à plusieurs échelle et l'analyse des interactions spatiales entre de nombreux facteurs physiques (la topographie, la nature des crues), sociaux et démographiques (des densités démographiques extrêmes en milieu rural qui avoisinent 1 000 hab./km²). L'auteur a su utiliser les cartes à des échelles variables, celle du delta, du casier de Bac Hung Gai – plus grand casier du delta qui a fait l'objet d'un atlas dans le cadre du programme Fleuve Rouge – et des cartes des communes du district de Nam Ha. À cette échelle locale, il a pu montrer le poids de la topographie, des densités de populations et des types d'assolements agricoles. L'approche culturelle de la sociologie et de l'anthropologie lui permet d'étudier les relations sociales entre les irrigants et les relations d'acteurs multiscalaires. Il parvient à mettre en exergue les raisons politiques, que ce soit à l'époque coloniale, collectiviste ou postcollectiviste, qui ont poussé les régimes en place à entreprendre de prodigieux travaux pour contrôler les crues dangereuses du fleuve Rouge, par un endiguement

complet du réseau hydraulique, mais aussi la distribution et le drainage des eaux : contrôler la population par le monopole de la distribution de l'eau ; augmenter la superficie cultivée du delta ainsi que les rendements pour nourrir une population sans cesse croissante. La période récente se caractérise par une décentralisation de la gestion de l'eau, rendue nécessaire du fait de ses nombreux dysfonctionnements et de leurs implications négatives sur les rendements agricoles. Cependant, la gestion du contrôle des crues n'a pas pu, elle, être décentralisée, car cette opération implique des travaux sur de larges espaces, à un coût élevé en main-d'œuvre et en matériel.

L'ouvrage retrace de façon synthétique 50 ans d'histoire de la gestion de l'eau, s'intéressant à la fois aux politiques de l'État et aux réponses des acteurs locaux, des irrigants et des collectivités locales. Celles-ci ont été très actives pour obliger les instances nationales et provinciales à décentraliser la gestion de l'eau, décentralisation nécessaire à une autonomisation de la distribution et du drainage de l'eau, grâce aux stations de pompage locales. Dans le contexte de l'ouverture des marchés et de la diversification des systèmes de culture, une telle décentralisation de la gestion de l'eau était essentielle, même si, sur le plan strictement technique, elle n'était pas nécessaire sur tout le territoire deltaïque. En bref, l'auteur nous démontre admirablement que l'étude de la gestion de l'eau ne peut qu'être multidisciplinaire, contrairement à ce que de nombreux hydrologues peuvent penser...

Toutefois, le jeu des échelles n'est pas toujours facile à manier. L'approche macro a été nourrie par un travail bibliographique admirablement synthétisé (une bibliographie très complète sur le sujet, en fin de volume, nous montre cruellement l'absence d'ouvrage synthétique sur le sujet), tâche difficile lorsque l'on sait que la plupart des publications sur l'hydraulique du delta datent de l'époque coloniale et que, pendant la période collectiviste, peu a été écrit.

Dans le cadre d'une thèse, cette approche relève de la gageure, car elle implique un travail approfondi au niveau local, des enquêtes de terrain qu'un thésard ne peut effectuer seul, dans un pays où les conditions d'accès au terrain sont difficiles.

L'originalité de cet ouvrage est double. D'une part, c'est une thèse faite à partir d'une sélection de sept articles parmi une quinzaine de communications scientifiques de l'auteur, dont quatre en corédaction avec des collègues du programme Fleuve Rouge ou d'autres institutions. D'autre part, ce travail est l'aboutissement d'un séjour de cinq années passées au Vietnam au sein du programme Fleuve Rouge (de juillet 1994 à octobre 1999), programme franco-vietnamien initié par le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) et le département des Systèmes agraires de l'Institut national des sciences agronomiques du Vietnam. Ce programme

« privilégiait la mise en œuvre d'une approche systématique visant à appréhender les transformations agraires et les enjeux de l'agriculture vietnamienne, consécutifs aux réformes de décollectivisation des années 1980 ».

Cet ouvrage, très bien rédigé et concis, permet d'une certaine manière de valoriser les recherches personnelles que l'auteur a entreprises pendant son séjour au Vietnam, mais aussi de valoriser une seconde fois le travail d'équipe effectué au sein du programme Fleuve Rouge (plusieurs thèses et DEA, un atlas, des articles et de nombreux séminaires dont les actes ont été publiés et ont déjà fait l'objet d'une première valorisation) et d'en synthétiser les résultats. Quand on aborde la complexité de la gestion de l'eau et le contrôle hydraulique dans ce delta parmi les plus artificialisés au monde, une approche synthétique est nécessaire. La qualité du travail de terrain s'explique aussi par le fait que nous sommes en face d'un programme de recherche-développement, impliquant les paysans et les acteurs locaux. Dans un pays récemment ouvert à la recherche, la confiance des autorités locales et des populations est essentielle.

Le seul regret est la survalorisation du caractère homogène du delta du fleuve Rouge. La microtopographie et l'histoire politique et sociale particulière des communes ont largement déterminé le dessin de la mosaïque agricole et hydraulique du delta. Le processus d'urbanisation des campagnes est éludé, alors que de nombreux villages de métiers artisanaux et industriels (on en compte environ un millier dans le delta du fleuve Rouge) ont enregistré un processus de différenciation spatiale et économique rapide depuis les réformes de libéralisation économique et de décentralisation des années 1990. Les interférences de ce processus d'urbanisation des campagnes sur la gestion de l'eau agricole sont nombreuses (pollution des eaux par les industries rurales, concurrence pour l'eau d'irrigation dans la trame hydraulique peu aménagée pour les activités industrielles et artisanales, baisse des rendements agricoles et mauvais entretien des infrastructures hydrauliques du fait du désengagement des artisans pour l'agriculture). La vision très homogénéisante de la société « hydraulique » du delta du fleuve Rouge doit donc être revisitée dans ce contexte de diversification des activités rurales. Cela pose le problème du choix de la zone d'étude au niveau local, les communes du district de Nam Thanh dans la province de Hai Duong. Si l'étude locale permet de comprendre à grande échelle (géographique) le mode d'organisation de l'eau agricole et les relations entre les différents acteurs, elle n'est en aucun cas représentative de ce qui se passe dans toutes les communes du delta.

Sylvie Fanchette

(IRD, Hà Nội, Vietnam)

fanchette_sylvie@yahoo.fr

La Technologie, un jeu de société : au-delà du déterminisme technologique et du constructivisme social

Gérard Valenduc

Académia-Bruylant, coll. « Sciences et enjeux », 2005, 252 p.

Cet ouvrage de Gérard Valenduc est l'aboutissement d'une expérience de recherche de près de vingt-cinq ans. L'idée de départ de l'auteur est d'apprécier en quoi le débat technologie/société, au demeurant déjà ancien, permet d'éclairer d'un jour nouveau le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC). Plus précisément, il s'agit de proposer une approche intégrée de la coévolution (concept emprunté à J.-J. Salomon) de la technologie et de la société, de manière à en retirer les analyses les plus pertinentes pour les TIC.

L'ouvrage est structuré en cinq chapitres suivis d'une bibliographie. Les trois premiers sont de facture académique, sans doute parce que ce livre est le volet théorique de la thèse de doctorat en informatique de G. Valenduc, soutenue à l'Université de Namur en septembre 2004.

Le premier chapitre – « L'héritage du déterminisme technologique » – esquisse une synthèse des approches qui vont du déterminisme à l'état brut d'Ellul (approche dans laquelle le système technique s'autodéveloppe en créant de nouveaux problèmes et produit ses propres normes) au déterminisme pluraliste (approches qui refusent le caractère unidirectionnel de la technologie en mettant en exergue l'existence d'options technologiques, ce qui pose la question des choix technologiques et, sub-séquemment, celles de la maîtrise sociale de la technologie et de l'éthique de la responsabilité).

Le second chapitre – « Le constructivisme social et son aire d'influence » – recense un ensemble de théories et d'auteurs qui adoptent le point de vue inverse et présentent la technologie comme un artefact socialement construit (la théorie de la traduction et de l'acteur-réseau de Callon et Latour, modèle de la construction de la technologie de Bijker et Pinch...).

Le troisième chapitre – « Les perspectives ouvertes par la coévolution de la technologie et de la société » – présente quant à lui un certain nombre d'approches qui plaident en faveur d'une reconnaissance des influences réciproques de la technologie et de la société, approches qui émanent principalement de la sociologie, qu'il s'agisse de la sociologie du travail (Friedman, Naville), des organisations (Mumford) ou des usages (Jouët). Si l'approche de la coévolution semble s'imposer, reste à identifier un cadre conceptuel satisfaisant. En la matière, c'est la théorie de la structuration de la technologie de Giddens et Orlikowski qui retient plus particulièrement l'attention de G. Valenduc, le modèle du *Social shaping of technology* du programme COST A4 de

la Commission européenne ou celui des technologies socialement compatibles, développé en Allemagne, ne lui paraissant pas « fonder une théorie à proprement parler ».

On peut d'ores et déjà souligner la richesse des matériaux mobilisés et synthétisés dans ces trois premiers chapitres, même si d'aucuns déploreront peut-être que plus de la moitié de l'ouvrage ne leur soit consacré.

Le quatrième chapitre – « L'ambivalence des technologies de l'information et de la communication (TIC) » – se propose d'identifier les caractéristiques spécifiques des TIC (à partir d'exemples concrets tels que les ERP [*Enterprise Resource Planning*, ou systèmes de gestion intégrés] ou le télétravail), qui, selon l'auteur, justifient un regard particulier sur les relations entre technologie et société. C'est peut-être le chapitre le moins convaincant, et on peut présumer qu'il risque de susciter de vifs débats en ce que la spécificité des TIC est plus affirmée que démontrée.

C'est sur la base des conclusions de ce quatrième chapitre que l'auteur propose, dans un dernier chapitre intitulé « Pour une approche éclectique et pragmatique de la coévolution de la technologie et de la société », une approche intégrée de la coévolution qui emprunte non seulement aux différentes thèses coévolutionnistes, mais aussi au déterminisme et au socioconstructivisme. À noter que c'est d'ailleurs à la lumière de cette approche intégrée que prend sens la multitude des approches présentées dans les trois premiers chapitres. Par ailleurs, si la démarche adoptée, l'éclectisme, peut être controversée, il n'en demeure pas moins que ce dernier chapitre est incontestablement le plus novateur – notamment via le repérage de la pertinence des concepts et méthodes selon les critères de niveau d'observation, but poursuivi et dimension temporelle qu'il propose.

Joelle Forest

(INSA de Lyon, équipe STOICA, France)
joelle.forest@insa-lyon.fr

Entre connaissance et organisation : l'activité collective. L'entreprise face au défi de la connaissance

Régine Teulier, Philippe Lorino (Eds)

La Découverte, coll. « Recherches », 2005, 332 p.

Cet ouvrage collectif fait suite à un colloque qui s'est tenu à Cerisy en septembre 2003 sur le thème « connaissance, activité, organisation », réunissant des chercheurs en gestion, en psychologie, en économie, en philosophie, en ingénierie des connaissances et en ergonomie. « Connaissance », « organisation », « activité » : trois mots-clés pour deux familles de disciplines a priori distinctes, à savoir les sciences des organisations et les sciences du sujet connaissant. Par ce caractère explicitement interdisciplinaire, ce livre constitue un apport intéressant pour les lecteurs de *NSS*, même s'il fait peu le lien directement

avec les sciences de la nature. En effet, au-delà du sous-titre : *L'entreprise face au défi de la connaissance*, très réducteur, il s'agit d'explorer divers apports théoriques et méthodologiques sur « l'agir collectif ». Partant d'études empiriques de cas variés (des métiers de service public au secteur de la chimie, du système hospitalier public à un réseau de santé en émergence...), ces apports ont l'ambition de pouvoir être appliqués à différentes situations, organisations interinstitutionnelles, réseaux et communautés, et, pourquoi pas, à des situations où se construisent les rapports entre les sociétés humaines et la nature. Mais le lecteur doit faire preuve de souplesse intellectuelle pour faire par lui-même cette transposition, notamment pour quelques chapitres difficiles d'accès.

L'ouvrage comprend 16 chapitres, chacun étant appuyé sur une abondante littérature, regroupés en trois grandes parties.

La première partie – « Une exploration théorique de l'agir collectif » – s'interroge sur la notion d'activité collective et propose effectivement des apports théoriques variés. Le chapitre de P. Lorino montre en quoi, dès leurs débuts, l'économie et la gestion se sont fermées à une problématique de l'action et du sens, dans une théorie rationaliste. Citations parlantes à l'appui qui rendent le propos très accessible, P. Lorino se livre à une interprétation critique – soulignant les avancées, mais aussi les éventuelles limites ou contradictions internes – des différentes théories des organisations comme une suite « d'écarts » pour sortir de ce carcan et dépasser les clivages entre action et connaissance, conception et exécution, acteur et signification de l'action. Si, dans les sciences des organisations, l'organisation, vue comme un construit social qui évolue (ou plus empiriquement le groupe-projet, la communauté, le réseau...) est naturellement première, ce n'est pas le cas dans d'autres disciplines pour lesquelles la notion d'organisation est traitée comme une « situation » ou un « contexte ». Ainsi, en allant de l'histoire du paradigme actionnel du langage où « tout dire devenait un faire » (D. Vernant) à une « ingénierie des inscriptions numériques de connaissances » (B. Bachimont), puis au programme « cours d'action » (J. Theureau), voilà trois chapitres qui traitent de l'organisation plus comme une perspective que comme un concept sur lequel la discipline aurait des acquis.

Cette première partie se termine par un chapitre particulièrement parlant et intéressant pour les lecteurs de *NSS* : « L'interdisciplinarité sciences sociales/sciences de la nature dans des recherches sur problème ». Envisageant l'activité de recherche comme activité de production de connaissances située dans une organisation, l'auteur (B. Hubert) montre que, lorsque cette activité s'exerce hors des contextes académiques habituels afin de se confronter à des objets complexes, elle remet en cause les formes d'organisation qui la désignent d'habitude et donc son mode même de production. Selon l'auteur, c'est

là une des dynamiques qui font progresser la science, du fait de la réflexivité induite. Ainsi, de ce point de vue, organiser, c'est savoir combiner différentes formes d'activité de production de connaissances.

La seconde partie – « Entre l'individu et l'organisation, le collectif » – explore les multiples figures du collectif. Pour les sciences de gestion, l'unité d'analyse du collectif est a priori évidente. Ainsi, à partir d'une investigation empirique des processus d'apprentissage interindividuel dans un groupe-projet, T. Durand pose la question des compétences qui émergent comme résultats de ces processus et cherche à identifier en quoi ces compétences dépassent les individus et caractérisent ce collectif. Mais le débat sur l'unité d'analyse pertinente se poursuit au fil des chapitres. P. Lorino et J.-C. Peyrolle montrent qu'elle est tout autant le processus d'action collective que le groupe de travail lui-même. Avec un tout autre point de vue disciplinaire, Y. Clot part d'une notion floue et multiforme du collectif, qualifié de « professionnel », et aborde la question du collectif sous l'angle du « répondant professionnel », qui recouvre non seulement l'hétérogénéité contemporaine des variantes professionnelles, mais aussi ce qui est hérité des manières de travailler des prédécesseurs. Il introduit ainsi une vision diachronique sur le temps long, qui renouvelle l'approche classique des sciences de gestion par « projet ». L'accent mis sur le rôle du collectif pour l'individu permet de dépasser la vision souvent désincarnée de l'apprentissage, en montrant que c'est dans l'individu comme dans l'organisation que le collectif peut se développer, et qu'il est, réciproquement, une ressource décisive pour l'organisation du travail et l'activité personnelle.

À noter l'apport original, bien que déjà abordé auparavant, du cas de l'improvisation collective en jazz (synthèse par P. Lorino du débat engagé lors du colloque) mettant en avant les questions d'intelligibilité mutuelle, d'écoute et de coopération, d'engagement total dans la situation, de gestion de la complexité, de définition des rôles et de l'importance essentielle de l'expérience.

Les chapitres de la troisième partie – « L'instrument au cœur de l'agir collectif et du connaître organisationnel » – s'attachent à analyser le rôle-clé et multiforme des instruments dans la genèse, la pérennité et les transformations de l'agir collectif. Partant du point de vue de la psychologie cognitive, P. Rabardel expose une série de propositions conceptuelles et théoriques, qu'il situe d'emblée « au-delà de leurs berceaux disciplinaires ». Elles concernent, entre autres, l'activité instrumentée comme unité d'analyse et d'action, la distinction entre activité productive (orientée vers la réalisation de tâches) et activité constructive (élaboration de ressources internes et externes). L'auteur montre que l'appropriation d'un instrument crée du nouveau pour l'individu et le collectif et développe ainsi le « patrimoine » commun et partageable dans les collectifs.

Avec un point de vue gestionnaire sur l'instrumentation, J.-C. Moisdon examine les outils de gestion vus comme des sources d'apprentissage, partant du constat qu'il s'agit plus d'une « doctrine d'usage » que d'une observation réelle : il se propose donc de revenir sur cette philosophie, d'en cerner les limites et d'envisager les conditions pour y répondre. Deux chapitres explicitement interdisciplinaires illustrent les pouvoirs de tels outils, que ce soit la redéfinition de rôles et la recomposition de l'organisation (R. Teulier, avec une approche entre ingénierie des connaissances et sciences de gestion à propos de la conception et de l'insertion de systèmes à base de connaissances dans une organisation) ou les modes de régulation et de création de connaissances dans des communautés d'action (M. Zacklad, proposant de modéliser les processus coopératifs d'un réseau de santé en création sous un angle cognitif et social).

Le lecteur de *NSS* aura peut-être du mal à faire une synthèse de points de vue qui restent très engagés dans des perspectives disciplinaires, mais l'objectif de l'ouvrage est plus d'exposer une série d'éclairages et de débats sur les trois concepts (et leurs interactions) que de promouvoir une hypothétique et illusoire vue « unifiée » entre plusieurs disciplines. Il est donc plus un prétexte à réflexion et à confrontations théoriques qu'un guide d'intervention ou une méthodologie commune. Aux mots-clés du titre, connaissance, organisation et activité collective, se rajoutent ainsi, au fil des pages, des termes comme compétence, apprentissage, instrument, outil, dont le lecteur peut légitimement se demander s'il s'agit de points de passage entre les disciplines ou d'apparentes convergences qui cachent en fait une polysémie disciplinaire... Mais il n'en reste pas moins que cet ouvrage constitue une bonne introduction pour celui qui souhaite disposer d'une large palette d'approches disciplinaires sur le thème de l'activité collective.

Nathalie Girard
(*Inra-SAD, Toulouse, France*)
girard@toulouse.inra.fr

Moissons futures. 2050 : la SF française se met à table

Daniel Conrad (Ed.)

La Découverte, 2005, 294 p.

Quelle agriculture en 2050 ? Tel pourrait être le point de départ donné par Daniel Conrad à dix-huit écrivains de science-fiction pour son anthologie *Moissons futures*. Réunissant des nouvellistes expérimentés et un débutant, c'est une première dans un paysage de la science-fiction française peu habituée à s'ancrer autant dans la réalité, excepté avec quelques auteurs comme Ayerdhal, Jean-Pierre Andrevon ou Jean-Marc Ligny. Quant au thème de l'agriculture, il est rarement, sinon jamais, traité par ce genre.

Ces dix-huit nouvelles sont autant de visions différentes, s'attardant sur un détail ou proposant une perspective générale, versant dans la *hard science* ou la poésie. Lionel Davoust décrit, par exemple, la fin de la pêche artisanale en Europe à l'horizon 2050 avec l'introduction des quotas individuels transférables. Destinés à assurer la rentabilité et la ressource, ils ont pour effet d'amener les gros exploitants à devenir encore plus gros, en l'occurrence un puissant groupe de pêche qui fait main basse sur les quotas des pêcheurs bretons. Parvenu en position de monopole, il tue l'économie du littoral avec ses employés venus d'Europe de l'Est et d'Asie et la suppression des intermédiaires comme la criée. Dans la vision d'Ugo Bellagamba, s'opposent une agriculture « postmoderne » de précision, robotisée, à base d'OGM « absolus » (résistants aux bactéries, aux ravageurs et aux variations du climat), devenue la norme, et quelques militants écologistes se revendiquant des physiocrates du XVIII^e siècle et bravant les interdits de la directive Mendel 2037-11 sur la non-prolifération des cultures privatives pour cultiver leur jardin. Dernier exemple, Jean-Claude Dunyach décrit des biologistes qui, au lieu de participer au programme mondial de lutte contre l'invasive *Caulerpa taxifolia*, mettent au point des variétés transgéniques capables de dépolluer la mer du mercure, du pétrole, de l'huile de moteur, du lisier et autres polluants – ce que l'on nomme aujourd'hui la bioremédiation.

Mais alors, est-ce la réalité telle qu'elle nous attend ? Peut-être, mais pas nécessairement. La science-fiction n'a pas tant pour ambition de prévoir le futur que de nous y préparer, ce qui rend cette anthologie thématique intéressante à trois titres. D'abord, elle nous montre que l'agronomie et l'agriculture – ou, plus largement, les relations entre l'homme et l'environnement qui le nourrit – peuvent être aujourd'hui abordées par la science-fiction en raison des craintes et des espoirs qu'elles suscitent et de l'univers des possibles qu'elles ouvrent. Et ce n'est pas Jacques Theys, directeur scientifique de l'Institut français de l'environnement, qui contredirait ces écrivains, lui qui notait que « le développement attendu [...] du génie génétique laiss[e] envisager des changements radicaux dans les modes de production agricole pour le nouveau siècle et ouvr[e] la perspective d'une nature entièrement fabriquée par l'homme » (Jacques Theys, 2000. Développement industriel et risques planétaires, *Cahiers français*, 294, 28-36). Raconter ce futur, c'est aussi un moyen de le conjurer. Publier une anthologie sur ce thème, élaborée avec l'aide bienveillante d'ingénieurs et de chercheurs en agronomie, c'est faire un gigantesque appel du pied aux citoyens et aux décideurs. Et ce, d'autant plus que les éditions La Découverte publient habituellement des essais et ont un large public d'étudiants, d'universitaires et de journalistes.

En effet, ces nouvelles sont des scénarios prospectifs qui peuvent suggérer des pistes de réflexion et

éventuellement éclairer les décideurs et les scientifiques. Les auteurs explorent même des pistes complexes en mélangeant plusieurs de ces hypothèses de travail : ainsi, la combinaison du réchauffement climatique et des migrations croissantes de populations – en particulier d'Asie – peut, selon Jean Le Clerc de la Herverie, développer la culture du riz en Bretagne sud par des communautés vietnamiennes. Parmi les constantes qui traversent toutes les nouvelles (les impondérables ?), on peut noter le développement de l'agriculture de précision presque entièrement robotisée, la permanence de la contestation écologiste – qui n'hésite pas à employer des moyens violents –, l'omniprésence des OGM et de la protection du vivant par les brevets et la propriété intellectuelle ou encore le réchauffement climatique. Ces nouvelles s'accordent aussi à mettre en scène une convergence des « nouvelles » technologies, l'alliance des nanotechnologies et du génie génétique permettant, par exemple, de convertir le Sahara à la culture céréalière en profitant du dessalement de l'eau de mer par nanofiltration.

Enfin, en considérant les auteurs de science-fiction comme un sous-ensemble de la société, c'est aussi une facette des relations entre science et société qui nous est montrée. Sans vouloir trop nous avancer dans une interprétation de ce côté-là, nous pouvons remarquer que, dans ces nouvelles, se mêlent tout à la fois méfiance, respect et volonté de s'impliquer et de comprendre l'action des scientifiques et des spécialistes.

Au-delà d'une lecture récréative et plutôt captivante, cette anthologie saura, nous en sommes convaincu, apporter quelques éléments de réflexion à nos collègues agronomes, aux décideurs politiques, à ceux qui étudient la sociologie des sciences et les relations entre science et société, ainsi qu'à tous les citoyens ou scientifiques curieux.

Antoine Blanchard

(Ingénieur agronome, Saint-Louis, France)

antoine.blanchard@gmail.com

Genetics and Society: A Sociology of Disease

Anne Kerr

Routledge, 2004, 198 p.

Attention ! chers lecteurs, ce livre va vous déstabiliser, vous interpellé, ensuite vous passionner. J'espère que vous le quitterez comme moi : convaincu de disposer en lui d'un utile outil de référence (sa bibliographie est très riche mais essentiellement anglo-saxonne), d'une méthode pour regarder autrement la relation génétique/société, et surtout d'espaces de liberté pour que nous et nos enfants trouvions des cohérences vivables (seulement supportables ?) entre nos attentes, la société où nous vivons et notre patrimoine génétique.

Anne Kerr a considéré la relation génétique/société uniquement sous l'angle de la génétique humaine, de la médecine, et de la place de la diversité des hommes (des « malades » et des « bien portants ») dans la société britannique et nord-américaine. S'interroger ainsi est une entreprise risquée : vous êtes conduits à poser des questions sur la nature, l'individu, le contexte social, les techniques, la soi-disant neutralité des acteurs médicaux, économiques et politiques (ils parlent beaucoup des autres mais bien peu d'eux-mêmes... et n'attendent pas d'être interrogés à ce propos !). L'auteur affronte cela avec courage. Sa détermination est soutenue par une démarche de sciences sociales rigoureuse (énoncé des hypothèses, recherche des informations et établissement des méthodes d'enquête, collection et analyse des données, conclusions et questions pendantes) et par une mise en forme très académique et structurée du livre (on rencontre là une pédagogie affirmée). En bref, A. Kerr organise son argumentaire en utilisant le temps comme guide et elle discute les histoires simultanées et imbriquées de la connaissance génétique et de la société au cours du XX^e siècle. Un seul exemple : elle montre la relation entre l'eugénisme et la génétique humaine des années 1925-1950, la rupture et la libération des années 1945-1970 (l'attention déplacée de la collectivité nationale à la personne), le besoin de connaissance qu'impose la liberté individuelle retrouvée (celle de la femme, celle du couple) et les éléments biologiques de réponse apportés par la génétique humaine moléculaire (1955-1980), les nouveaux services et les nouveaux encadrements des années 1980-2000 (enquêtes, diagnostics prénataux, décisions de grossesse et leurs cadres juridiques, etc.). Ceci n'est qu'un exemple, le livre en expose d'autres et envisage la relation génétique/société sous bien d'autres aspects.

En dépit de son intérêt fondamental considérable, cet ouvrage n'est cependant pas aisé à lire... Le sujet ne prête pas à sourire, la rigueur dans l'exposé et la forme académique demandent un réel effort au lecteur. Enfin, si l'auteur met, à juste titre, l'accent sur la nécessité de traiter d'abord les problèmes de génétique/société au cas par cas avant d'écrire des lois, d'investir dans des services (payants ou gratuits) et d'énoncer des dogmes, l'argumentaire et les conclusions portent essentiellement sur les sociétés de Grande-Bretagne et d'Amérique du Nord (ainsi, dans l'exemple cité plus haut, l'eugénisme est celui des pays anglo-saxons ; il y en a eu d'autres...). La première réaction du lecteur est de le regretter. Mais, en y réfléchissant une seconde fois, on se rend compte que A. Kerr nous ouvre une voie. Elle nous laisse libres d'envisager d'autres situations, passées et futures, et de nous interroger sur nous-mêmes et notre société.

Jean-Claude Mounolou
(CGM, CNRS, Gif-sur-Yvette, France)
mounoloujcm@wanadoo.fr

Is Human Nature Obsolete? Genetics, Bioengineering, and the Future of the Human Condition

Harold W. Baillie, Timothy K. Casey
The MIT Press, 2005, 422 p.

« L'humanité va-t-elle à sa perte de sa propre initiative ? » Tel est le sujet de ce livre. Le champ exploré est restreint au domaine biologique, comme l'indique le sous-titre. D'ailleurs, l'éditeur, The MIT Press, a publié ce livre dans sa collection « Basic Bioethics ».

Deux questions servent de fil conducteur : la nature humaine est-elle devenue elle-même un objet de techniques ? Qu'advient-il maintenant de la spontanéité ?

H.W. Baillie et T.K. Casey se sont appuyés sur une conférence initiée et financée par le Northeast Regional Cancer Institute pour rassembler les réflexions et les contributions de philosophes, de théologiens et de scientifiques (anthropologues, biologistes, médecins, sociologues...). La génétique et le « projet génome humain » ont ouvert, en effet, une période nouvelle dans l'histoire des hommes (à la façon des débuts de la pierre taillée ?) : nous pouvons déjà manipuler timidement notre lignée germinale, mais notre potentiel de développement est important et jusqu'où irons-nous ? Il fallait certainement beaucoup de détermination, de modestie et de savoir-faire de la part des deux éditeurs-coordonnateurs pour amener des personnalités aussi éminentes et des regards aussi différents sur un sujet aussi sensible. Le résultat est remarquable par la profondeur des contributions, qui vont des gènes aux sociétés de demain (y compris les cyborgs) en passant par les vertus et les dangers du diagnostic et du « conseil » génétiques...

Ce livre a été salué aux États-Unis comme une introduction au dialogue, et c'est bien de cela qu'il s'agit, la trame du document l'atteste : il débute par une introduction de H.W. Baillie et T.K. Casey qui cadrent le sujet et rappellent l'objectif du colloque initial. Vient ensuite une juxtaposition des contributions particulières. Il n'y a pas de conclusion... À chacun de s'investir dans la réflexion ! Le dialogue pourrait suivre ultérieurement, même s'il est bien encadré par les valeurs et les perceptions nord-américaines des relations homme/nature.

La lecture demande un effort de patience et d'attention. La juxtaposition des contributions conduit à des redondances laborieuses. Le souci de convaincre amène certains auteurs à quelques – rares – facilités (assimiler hypothèse et conclusion, ou laisser croire que l'adaptation précède la sélection...).

Le titre du dernier chapitre, écrit par L. Winner, « Resistance is futile: the posthuman condition and its advocates », paraît un peu trop triste. Certes, il n'y a pas aujourd'hui une réponse, aisée et définitive, aux interrogations qui sont le sujet de ce livre. Certes, la nature humaine est à tout instant obsolète. Mais, dans son développement, L. Winner nous explique que la « condition

humaine » est une source indéfinie de réflexions, de pouvoirs, de luttes et d'exercices de courage.

Jean-Claude Mounolou
(CGM, CNRS, Gif-sur-Yvette, France)
mounoloujcm@wanadoo.fr

La Vie existe-t-elle? Réconcilier génétique et biologie

John Stewart

Vuibert, 2004, 152 p.

Dans cet ouvrage, John Stewart livre une expérience personnelle de conflit intellectuel intérieur : comment un biologiste peut-il concilier le déterminisme génétique avec les complexités du vivant (y compris l'originalité de l'espèce humaine, douée d'une pensée et d'exigences morales)? J. Stewart veut montrer, mais d'autres l'ont aussi fait avant lui, que les gènes à eux seuls ne font ni la vie ni la personnalité d'un individu. Ce qui est original dans ce livre est que l'auteur utilise des exemples, des données et des situations qu'il choisit dans le vaste champ des connaissances biologiques pour leur simplicité et pour leur vertu pédagogique directe. Il les choisit aussi pour que le raisonnement et l'interprétation les plus immédiats confortent l'impression de conflit entre une approche génétique caricaturale et le besoin idéologique d'un mystère constitutif du vivant.

On voit bien comment cette démarche, qui amène J. Stewart à souhaiter, de la part des chercheurs en biologie, un effort d'intégration de regards disciplinaires variés sur leurs objets d'étude (ce qui est déjà largement pratiqué), est étendue bien au-delà quand elle est appliquée avec d'autres objectifs et d'autres ambitions, par exemple par les protagonistes actuels de *l'intelligent design*. À choisir de façon si délibérée ses exemples, J. Stewart exclut ceux qui ne se prêtent pas à son propos ; il privilégie le présent du vivant sur son histoire collective ; il laisse croire que l'adaptation individuelle précède l'évolution ; il isole l'humain au nom de son aptitude à la pensée et à la spontanéité.

À travers cette lecture particulière, on perçoit bien la gêne des grandes religions monothéistes sur ces sujets. Elles accompagnent, certes, mais accompagnent seulement les avancées des connaissances biologiques – par exemple, à l'occasion du concile Vatican II (1965) et par les déclarations du pape Jean-Paul II (1996) pour les catholiques. À chacun ensuite de faire face à ses incertitudes et à ses interrogations. Le lecteur constate, dans le livre de J. Stewart, que l'exercice est périlleux.

Jean-Claude Mounolou
Françoise Fridlansky
(CGM, CNRS, Gif-sur-Yvette, France)
mounoloujcm@wanadoo.fr

Je est un clone : l'éthique à l'épreuve des biotechnologies

Mark Hunyadi

Le Seuil, 2004, 208 p.

L'ouvrage de Marc Hunyadi constitue l'une des plus récentes réflexions de la philosophie morale sur le thème du clonage et des biotechnologies. Conscient des spécificités des questions que soulèvent de telles techniques, l'auteur prend le parti non pas d'y appliquer les catégories préexistantes de l'éthique, mais – comme le suggère le sous-titre de l'ouvrage – de mettre « l'éthique à l'épreuve des biotechnologies ». Son objectif est en effet de fonder, dans l'analyse de la manière dont les biotechnologies bousculent certains éléments constitutifs de notre humanité, une condamnation sans ambiguïté du clonage humain. L'essai s'inscrit dans la lignée de l'ouvrage de Jürgen Habermas, *L'Avenir de la nature humaine*, tant du point de vue des références et de certains éléments méthodologiques, que du fait qu'il s'agit d'un exercice d'anticipation philosophique et morale (penser les conséquences d'une performance technique – le clonage d'un être humain – qui n'a pas encore eu lieu dans les faits). Par ailleurs, il se caractérise par la rigueur de sa structure argumentative, déployant point après point les fils d'une pensée clairement articulée, sans jamais recourir à un langage par trop technique.

Les premiers chapitres détaillent les principaux concepts qui structurent la réflexion de l'auteur, notamment celui de « contexte moral objectif ». Marc Hunyadi désigne par ce terme l'ensemble des ressources argumentatives développées au sein d'une société, permettant aux individus de formuler des jugements, des assertions à portée morale. C'est à ce concept que l'auteur adosse son propos : la nature humaine, dont il souligne la dimension située, ne lui apparaît pas comme une donnée, une transcendance susceptible, en tant que telle, d'étayer sa position : « Ce n'est pas la nature humaine qui dicte ce que nous devrions être, c'est ce que nous sommes qui dit ce qu'est la nature humaine. » C'est donc le concept de « contexte moral objectif » qui doit rendre décidables les questions portant sur l'avenir de l'homme au regard des possibilités ouvertes par les biotechnologies contemporaines : « L'ensemble complexe des ressources factuelles et contrefactuelles disponibles qui forment le contexte moral objectif impose des limites fermes à ce que nous pouvons légitimement vouloir. » Ainsi, l'auteur ne se contente pas de condamner les biotechnologies au seul motif qu'elles viendraient bouleverser un ordre naturel tenu pour bon en soi. Il insiste au contraire sur la nécessité d'intégrer, au sein de la réflexion, la manière dont ces développements biotechnologiques viennent questionner notre conception de l'humanité. Cela le conduit donc à examiner successivement, et avec attention, les conséquences des différentes techniques aujourd'hui

rendues possibles par les progrès de la biologie moléculaire.

Au premier rang de ces techniques, le clonage humain : pour l'auteur, rien dans cette technique ne s'oppose à première vue à l'exercice du libre arbitre par un clone. Ni plus ni moins déterminé par son génome que toute autre personne, un clone dispose en effet – de l'extérieur du moins – de l'ensemble des conditions nécessaires à la formation de son autonomie individuelle. Ce qui rend cette technique condamnable aux yeux de l'auteur, c'est – la nuance est cruciale – l'entrave que constitue le clonage à « l'autonomie ontologique » d'un sujet, c'est-à-dire sa capacité à se penser, se concevoir lui-même comme un individu libre, non programmé. Le « fardeau ontologique vécu à la première personne », qui pèse sur l'existence d'un individu conscient d'avoir été voulu identique à un autre, constitue la caractéristique fondamentale qui rend le clonage humain inacceptable. En effet, un tel fardeau s'oppose aux éléments contenus dans notre « contexte moral objectif », qui valorise non seulement la capacité à l'autodétermination des êtres humains, mais aussi le fait que chacun de ces êtres soit unique, fruit du hasard génétique et non d'une quelconque planification effectuée par autrui.

Fort de ce développement, l'auteur aborde ensuite la question des thérapies géniques. Ces thérapies reposent sur une forme d'altération planifiée, contrôlée, du génome humain des patients. Si cela ne pose pas de problèmes majeurs dans le cas de patients adultes et consentants, quid des nouveau-nés (voire des fœtus, sur lesquels une telle intervention est possible), incapables de se prononcer sur l'opportunité d'une telle modification ? Cette situation conduit Marc Hunyadi à distinguer deux types d'intervention. Celle, tout d'abord, visant à corriger une pathologie dont on peut légitimement penser qu'elle va gravement altérer la qualité de vie de celui qui en sera victime. Dans ce cas, qu'il nomme « eugénisme thérapeutique négatif », l'intervention est moralement justifiée, en ce que l'on peut postuler qu'il existe une convergence des points de vue objectif (celui des soignants, de ceux qui vont intervenir sur le génome) et subjectif (celui du patient, dont on peut sans grand risque supposer qu'il préférera vivre sa vie sans porter chaque jour le poids d'une pathologie lourdement handicapante). L'« eugénisme thérapeutique positif », qui vise à améliorer les performances d'un individu, est, a contrario, rejeté par l'auteur. Les motifs exposés recourent largement ceux développés à propos du clonage : « le déficit d'être que produit le fait d'avoir été intentionné et manipulé en fonction du désir d'un autre » constitue à ses yeux une objection suffisante, au regard du « contexte moral objectif » contemporain, pour prohiber une telle pratique.

Enfin, la dernière partie consacrée par l'auteur aux biotechnologies porte sur la question des cellules souches embryonnaires. Le potentiel thérapeutique de ces cellules

est aujourd'hui étudié dans de nombreux laboratoires de recherche, et les médias se sont largement fait l'écho du problème qu'elles soulèvent : pour produire de telles cellules, il faut, en effet, parfois sacrifier un embryon. L'auteur, fidèle à la méthodologie déployée jusqu'alors, commence par poser le point suivant : au vu des prises de position nombreuses et contradictoires aujourd'hui élaborées sur ce thème, il n'existe pas, dans notre « contexte moral objectif », d'éléments permettant de clore le débat et d'attribuer ou non, de façon irrévocable, la qualité d'être humain aux embryons et, partant, aux cellules souches. C'est en effet dans un contexte d'incertitude, de controverse, de positions tranchées et souvent inconciliables que se déploie ce débat. Marc Hunyadi prend néanmoins position à deux reprises sur ce thème : tout d'abord, pour condamner – au nom de la non-instrumentalisation de l'homme – la création d'embryons humains à la seule fin de produire des cellules souches ; ensuite, pour rappeler le fait que nos sociétés tolèrent l'élimination de certains embryons dans des circonstances précises (avortement volontaire, embryons dits « surnuméraires » souvent voués à la destruction). Il conclut donc à la légitimité de l'utilisation, dans les recherches biomédicales et en vue de produire des thérapeutiques, de ces embryons dont nos sociétés se débarrassent de toute façon.

Ainsi, sur la base d'une méthodologie claire et d'une argumentation rigoureuse, cet ouvrage réussit à développer une pensée éthique fondée dans la pratique. Il parvient en effet, en évitant tout dogmatisme abusif, à produire un certain nombre d'injonctions normatives concernant les principaux débats que soulève aujourd'hui l'application à l'homme des biotechnologies. Reste néanmoins que quelques-uns des postulats qui fondent cette démarche mériteraient plus ample discussion. C'est notamment le cas du concept de « contexte moral objectif » : Marc Hunyadi le définit comme l'ensemble des ressources argumentatives et morales disponibles à un moment donné au sein d'une société. Mais il ne décrit pas les dispositifs méthodologiques susceptibles de permettre à l'analyste d'en dessiner les contours, et omet bien souvent d'évoquer les conflits qui existent dans la société autour de la définition même de ce contexte, de ce patrimoine moral de l'humanité. Renvoyant les conflits d'intérêt, les luttes de pouvoir entre tenants de diverses visions du monde et de l'humanité à la catégorie « histoire » (alors que lui ne traiterait que de « morale »), l'auteur se prive de la possibilité d'ancrer plus solidement encore son propos dans la réalité des pratiques culturelles, scientifiques et institutionnelles contemporaines. Or, ce sont là autant d'éléments qui ne manqueront pas de peser, dans les années à venir, sur la réalisation – ou non – du clonage humain. Poser le « contexte moral objectif » au fondement de sa réflexion sans questionner les tiraillements dont fait nécessairement l'objet sa définition

conduit l'auteur à adopter une vision syncrétique et particulièrement consensuelle de ce contexte, qui ne reflète guère la réalité des luttes de pouvoir, d'opinion et d'intérêt qui pèsent aujourd'hui sur les débats liés aux biotechnologies. Si l'éthique que nous propose Marc Hunyadi a su se saisir avec nuance des dimensions techniques et morales des questionnements que soulèvent les développements des sciences du vivant, si l'auteur a su proposer des injonctions normatives à la fois fortes et étayées les

concernant, c'est parfois au prix d'une relative indifférence vis-à-vis du monde (peuplé de laboratoires scientifiques, de firmes, de groupes de pression politiques, religieux ou citoyens...) au sein duquel se déploient ces controverses.

Martin Rémondet

(Inra-TSV, Ivry-sur-Seine, France)

martin.remondet@gmail.com